



ZOOM SUR LA SANTÉ FINANCIÈRE DE 15 000 PME Evolution 2008 - 2012

Communiqué de presse - Paris, le 15 novembre 2013

Les PME ont fait face à la crise de 2008 mais sont désormais rattrapées par une économie de « low-cost » laissant de faibles marges

ATH publie, dans le cadre de son Observatoire de l'information financière, une analyse complète de l'évolution financière de 15 000 PME non cotées sur la période 2008 à 2012.

Les principaux constats

Après avoir chuté de 5,7% en 2009 suite à la crise de 2008, le niveau de chiffre d'affaires s'est progressivement rétabli, faisant apparaître une augmentation globale de 7% entre 2008 et 2012, augmentation qui ne couvre pas l'inflation qui ressort à 8,8% sur cette même période.

Tous les autres indicateurs sont négatifs sur cette période de 5 ans : chute de 12,2% de l'excédent brut d'exploitation (EBE), de 19,5% du résultat d'exploitation (REX) et respectivement de 18,2% et 15,8% pour le résultat net et la capacité d'autofinancement.

Les taux de rentabilité n'ont cessé de baisser pour atteindre un taux de 3,2% pour le résultat d'exploitation et de 2,4% pour le résultat net. La rentabilité économique s'est dégradée de manière constante, le taux d'excédent brut d'exploitation exprimé en % du chiffre d'affaires est passé de 6,0 à 4,9% de 2008 à 2012. Après la crise de 2008, on peut constater un début de reconstitution de la rentabilité en 2010 et 2011 avant une rechute très significative en 2012.

Les niveaux de trésorerie d'une part, et de fonds propres d'autre part, se sont plutôt améliorés, ce qui traduit une gestion prudente des chefs d'entreprise des PME. Ils ont préféré reconstituer leurs fonds propres, par exemple en maintenant leurs résultats dans les réserves, en vue de maintenir leur trésorerie pour faire face à de nouvelles difficultés dans un climat d'incertitudes.

Les impacts

Si les dirigeants de PME se sont battus pour réussir à maintenir un taux de croissance proche de celui de l'inflation, ce fut avec des prix de plus en plus bas donc des marges de plus en plus faibles, ne couvrant plus que difficilement des charges salariales et fiscales en constante augmentation. Il en résulte mécaniquement des rentabilités qui s'effondrent à tel point qu'en 2012, près de 20% des entreprises du panel sont en perte.

Cette dégradation permanente des résultats, outre qu'elle met en péril la survie d'un nombre significatif de PME, conduit à une perte de marge de manœuvre pour assurer les investissements nécessaires à la compétitivité et à la pérennité des entreprises.

C'est le reflet d'une tendance affirmée de l'économie conduisant progressivement à une destruction de valeur des entreprises inquiétante pour l'avenir d'autant que l'année 2012 a été particulièrement mauvaise (économie de « low cost » ?).

Cette tendance est généralisée à tous les secteurs bien que plus particulièrement marquée pour le BTP et l'industrie.

Dans ce contexte, les résultats de 2013 sont attendus avec impatience.

1. INTRODUCTION

Les entreprises françaises se répartissent en quatre catégories qui sont, en termes d'effectifs, ainsi identifiées :

- TPE - Très petites entreprises - moins de 10 salariés,
- PME - Petites et moyennes entreprises - de 10 à 250 salariés,
- ETI - Entreprises de taille intermédiaire - de 250 à 5 000 salariés,
- GE - Grandes entreprises - plus de 5 000 salariés.

Ces PME représentent 5,5% en nombre d'entreprises (soit environ 200 000 sur 3,6 millions d'entités) ; elles constituent un segment stratégique car elles sont considérées comme potentiellement créatrices d'emplois en France. On attend d'elles qu'elles grandissent pour devenir des ETI - véritables fer de lance du développement notamment international.

Qui sont-elles ? Quelle localisation ? Quel secteur d'activité ? Quelle structure juridique ?

Quelles sont leurs performances économiques ? Quelle est leur structure financière ? Quelles sont leurs perspectives de développement ?

C'est à ces questions que l'Observatoire ATH de l'information financière souhaite apporter des réponses en conduisant une analyse économique et financière d'un panel de 15 000 PME sur une période de 5 ans (de 2008 à 2012).

Cette analyse financière s'appuie sur l'expertise des cabinets membres d'ATH et leur parfaite connaissance de ce tissu d'entreprises.

Les 15 000 entités retenues pour cette étude ont été sélectionnées parmi des PME véritablement indépendantes sur un plan économique, c'est-à-dire non filiales de sociétés cotées ou non cotées elles-mêmes ⁽¹⁾. Il s'agit des entités qui ont été PME sur les 5 années.

2. PROFIL DES PME

Identité

Les 15 000 sociétés du panel sont à 57% des SAS et des SASU. Les secteurs d'activité concernés sont à 22% l'industrie manufacturière, 16% le commerce de gros, 15% le BTP et 8% les services professionnels, scientifiques et techniques.

Elles sont, sans surprise, prioritairement localisées en Ile de France (22%), Rhône-Alpes (12%) et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (8%) ⁽¹⁾.

Données financières

En 2012, les PME du panel sont caractérisées par les données suivantes :

- Chiffre d'affaires : 9,8 M€ en moyenne, avec une dispersion très forte selon les secteurs d'activité : de 7 610 K€ (BTP) à 12 178 K€ (Commerce) ; un taux moyen à l'export de 8,9%,
- Excédent brut d'exploitation : 482 K€ de moyenne soit un taux de 4,9% du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 297 K€ (BTP) à 585 K€ (Services),
- Résultat d'exploitation : 309 K€ soit un taux de 3,2% du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 245 K€ (BTP) à 335 K€ (Industrie),
- Résultat net après impôt : 239 K€ soit un taux de 2,4% du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 180 K€ (BTP) à 318 K€ (Services),
- Trésorerie : 808 K€ en moyenne mais 12% des sociétés ont une trésorerie négative, 29% ont une trésorerie entre 0 et 200 K€ et 27% ont une trésorerie supérieure à 800 K€,
- Taux d'endettement : 49,7% des capitaux propres avec des extrêmes de 65% des entreprises (endettement d'environ 150 K€) et 20% (endettement d'environ 4,8 M€).

⁽¹⁾ Cf. Méthodologie en annexe - Source : Diane, Bureau Van Dijk.

3. ANALYSE

1^{er} thème : Activité

Chiffre d'affaires net hors taxes

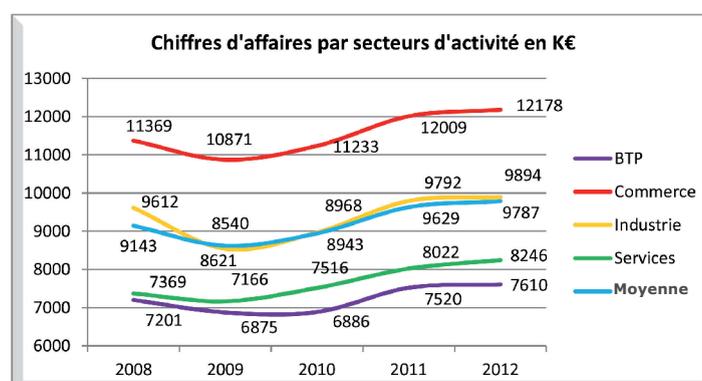
Les 15 000 PME de notre échantillon totalisent un chiffre d'affaires de 144,3 milliards d'euros soit une moyenne de 9,8 millions d'euros pour l'année 2012.

Chiffre d'affaires	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	9 143	8 621	8 943	9 629	9 787	+7,04%
Variation moyenne N / N-1	-	-5,71%	+3,74%	+7,67%	+1,64%	-

Après avoir subi un net ralentissement de leur activité en 2009 suite à la crise de 2008, les PME ont progressivement reconstitué puis dépassé leur niveau d'activité moyen en 2011 qui a bénéficié d'un taux de croissance de 7,1%. On note à nouveau un net ralentissement en 2012 qui ne progresse que de 1,6%.

Globalement le chiffre d'affaires a progressé de 7% sur les 5 années. Il faut cependant noter que cette augmentation ne couvre que partiellement l'évolution du coût de la vie qui cumulé ressort à 8,8% sur cette même période.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité



Les entreprises de services présentent le meilleur taux global de croissance sur cette période de 5 ans à hauteur de 11,9%, tandis que le BTP et l'industrie accusent une croissance respective de 5,7% et de 2,9% nettement inférieure à l'inflation sur cette même période (8,8%).

Exportation

Exportation	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Montant moyen à l'exportation en K€	1 945	1 694	1 894	2 064	2 118	+8,89%
Variation moyenne N / N-1	-	-12,90%	+11,81%	+8,98%	+2,62%	-
Taux d'exportation moyen	18,29%	17,45%	18,56%	18,63%	18,82%	+0,53 pt
Nb de sociétés concernées	6 164	6 075	6 001	6 030	6 064	-1,62%

Sur les 15 000 entreprises du panel, seules environ 6 000 déclarent un chiffre d'affaires à l'export soit 40%. Il faut noter que le nombre d'entreprises exportatrices est en tassement sur les 5 ans.

Le montant moyen du chiffre d'affaires à l'exportation atteint le niveau moyen de 2,1 M€ en 2012 représentant près de 19% du chiffre d'affaires de ces entreprises exportatrices. L'évolution de cette activité à l'exportation a suivi la même courbe que l'activité générale.

Taux d'exportation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne	8,89%	8,10%	8,62%	8,77%	8,90%	+0,01 pt

De 2008 à 2012, le taux à l'exportation pour l'ensemble des 15 000 PME du panel se situe entre 8 et 9%.

2^{ème} thème : Profitabilité économique

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Excédent brut d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Montant de l'EBE en moyenne en K€	549	445	488	519	482	-12,20%
Variation moyenne N / N-1	-	-18,94%	+9,66%	+6,35%	-7,13%	-
Taux d'EBE moyen / CA	6,00%	5,16%	5,45%	5,39%	4,93%	-1,07 pt

L'augmentation de l'activité (cf. ci-dessus) ne se retrouve pas au niveau de la rentabilité, l'excédent brut d'exploitation ayant chuté de près de 12% entre 2008 et 2012 pour l'ensemble des sociétés.

Le taux d'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires se dégrade régulièrement depuis 2008 puisqu'il perd 1,1 point sur 5 ans soit environ 18%. Là encore, il faut noter une accélération de cette baisse en 2012.

Cette dégradation successive de l'excédent brut d'exploitation conduit à une perte de marge de manœuvre importante pour assurer les investissements nécessaires à la compétitivité et à la pérennité des entreprises.

Excédent brut d'exploitation des sociétés dont l'EBE est positif	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	681	633	653	682	671	-1,47%
Variation moyenne N / N-1	-	-7,05%	+3,16%	+4,44%	-1,61%	-
Nb de sociétés	13 090	12 290	12 571	12 608	12 218	-6,66%
% de sociétés	88,79%	83,36%	85,27%	85,52%	82,87%	-5,92 pts

Sur les 15 000 sociétés, seules 12 000 sont bénéficiaires en 2012, elles étaient 13 000 en 2008.

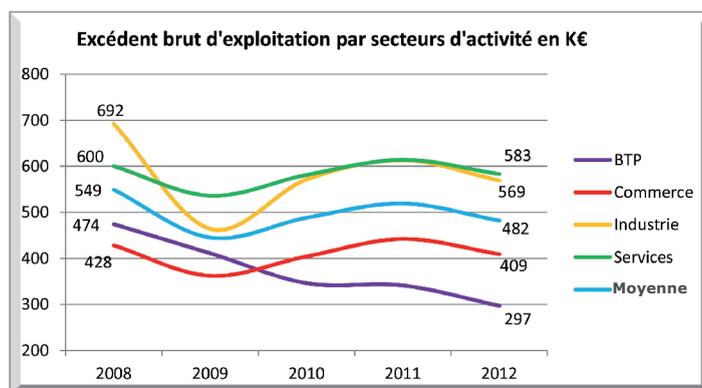
L'excédent brut moyen en 2012 se situe aux alentours de 670 K€ ; il a été relativement stable sur les 5 années puisqu'il n'a baissé que de 1,5%.

Excédent brut d'exploitation des sociétés dont l'EBE est négatif	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	-500	-496	-469	-446	-429	+14,2%
Variation moyenne N / N-1	-	+0,8%	+5,44%	+4,90%	+3,81%	-
Nb de sociétés	1 653	2 453	2 172	2 135	2 525	+52,75%
% de sociétés	11,21%	16,64%	14,73%	14,48%	17,13%	+5,92 pts

Le nombre d'entreprises dont l'excédent brut d'exploitation est négatif a fortement progressé passant de 1 600 à 2 500 sur la période des 5 années ; un seuil très significatif d'entreprises déficitaires a été franchi en 2009 suite à la crise, seuil qui ne s'est pas résorbé les années suivantes, avec même un fort rebond en 2012.

Le déficit moyen s'établit à environ 430 K€ en 2012 ; il est légèrement moins élevé qu'en 2008 où il se situait à 500 K€ de moyenne.

Excédent brut d'exploitation par secteurs d'activité



C'est principalement dans le BTP que la chute de rentabilité est sensible (-37,3%) avec une dégradation continue depuis 5 ans et également dans le secteur de l'industrie dont la chute en 2009 a été particulièrement marquée (-17,8%).

Résultat d'exploitation (REX)

Résultat d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Montant du REX en moyenne en K€	384	284	335	352	309	-19,53%
Variation moyenne N / N-1	-	-26,04%	+17,96%	+5,07%	-12,22%	-
Taux du REX moyen / CA	4,20%	3,30%	3,75%	3,66%	3,16%	-1,04 pt

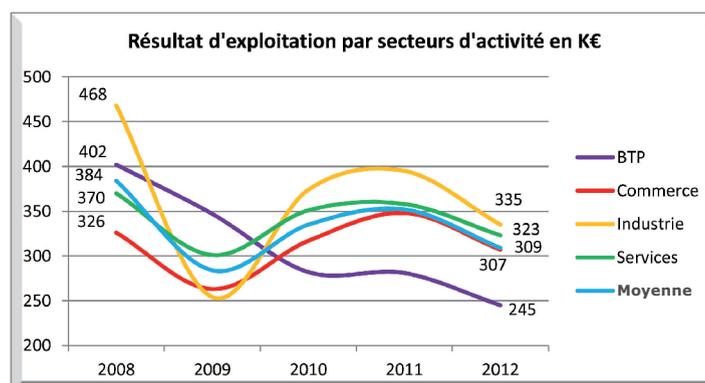
Naturellement, l'évolution du résultat d'exploitation suit la même tendance que l'excédent brut d'exploitation.

Après la chute de 2009, les taux de rentabilité se sont légèrement reconstitués en 2010 et 2011 pour de nouveau chuter en 2012 ; il est passé de 4,2% à un niveau de 3,2%.

Ce taux de rentabilité représente une très faible rémunération du risque et de l'engagement des chefs d'entreprise.

Il est insuffisant pour faire face à la moindre difficulté nouvelle qui pourrait arriver aux entreprises.

Résultat d'exploitation par secteurs d'activité



3^{ème} thème : Rentabilité nette

Résultat net

Résultat net de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Montant du résultat net en moyenne en K€	292	247	240	255	239	-18,15%
Variation moyenne N / N-1	-	-15,41%	-2,83%	+6,25%	-6,27%	-
Taux du résultat net moyen / CA	3,20%	2,86%	2,68%	2,64%	2,44%	-0,76 pt

Le résultat net moyen s'établit à 239 K€ accusant une baisse de 18,2% sur la période.

Le taux chute à 2,44% en 2012, taux extrêmement faible qui ne cesse de se dégrader depuis 5 ans.

Résultat net des sociétés bénéficiaires	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	408	412	371	387	397	-2,70%
Variation moyenne N / N-1	-	+0,98%	-9,95%	+4,31%	+2,58%	-
Nb de sociétés	12 857	12 026	12 538	12 521	12 105	-5,85%
% de sociétés	87,21%	81,57%	85,04%	84,93%	82,11%	-5,1 pts

Résultat net des sociétés déficitaires	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	-497	-487	-505	-490	-487	+2,01%
Variation moyenne N / N-1	-	+2,01%	-3,70%	+2,97%	+0,61%	-
Nb de sociétés	1 886	2 717	2 205	2 222	2 638	+39,87%
% de sociétés	12,79%	18,43%	14,96%	15,07%	17,89%	+5,1 pts

Comme au niveau de l'EBE, le nombre de sociétés déficitaires est en constante augmentation représentant près de 18% des entreprises du panel en 2012.

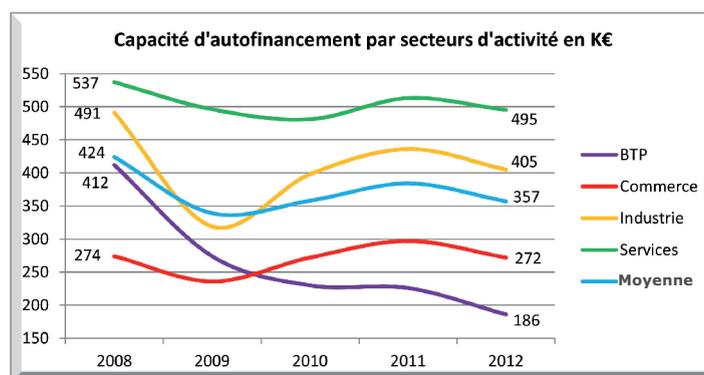
Capacité d'autofinancement

Capacité d'autofinancement avant répartition pour l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Capacité d'autofinancement moyenne en K€	424	339	358	384	357	-15,80%
Variation moyenne N / N-1	-	-20,05%	+5,60%	+7,26%	-7,03%	-
Taux de CAF moyen / CA	4,64%	3,93%	4,00%	3,98%	3,65%	-0,99 pt

La capacité d'autofinancement mesure le cash généré par l'activité pour investir donc pour assurer la pérennité de l'entreprise, rembourser les dettes et rémunérer les actionnaires.

Le taux de capacité d'autofinancement sur chiffre d'affaires, inférieur à 4% et en diminution d'un point sur 5 ans, peut apparaître préoccupant.

Capacité d'autofinancement par secteurs d'activité



Le montant moyen de 357 K€ de capacité d'autofinancement, en 2012, recouvre là aussi une très grande dispersion entre le BTP (186 K€) et les services (495 K€).

On peut constater que la capacité d'autofinancement a suivi les mêmes évolutions que le résultat d'exploitation pour tous les secteurs.

Le BTP voit ainsi sa capacité d'autofinancement se dégrader de manière constante ne bénéficiant quasiment pas du rebond de 2011.

4^{ème} thème : Structure financière

Couverture du besoin en fonds de roulement exprimé en jours de chiffre d'affaires

Couverture du BFR en jours de CA	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne	55	57	57	56	58	+5,45%
Variation moyenne N / N-1	-	+3,64%	0%	-1,75%	+3,57%	-

Malgré les dispositions de la loi LME, le niveau du BFR exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires apparaît très stable avec une légère dégradation en 2012, atteignant près de 2 mois de chiffre d'affaires.

Ce BFR moyen ne tient pas compte des modalités de financement à court terme (affacturation, loi Dailly, ...).

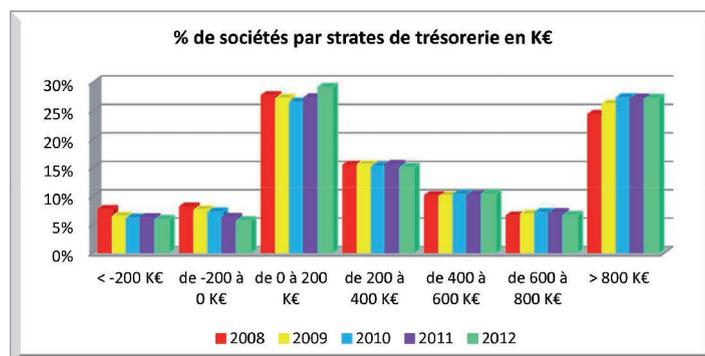
Trésorerie nette

Trésorerie nette	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	700	778	815	810	808	+15,42%
Variation moyenne N / N-1	-	+11,14%	+4,76%	-0,61%	-0,25%	-

Les entreprises conservent dans l'ensemble un niveau de trésorerie moyen (808 K€ en 2012) qui peut sembler satisfaisant, en amélioration depuis 2008.

Malgré un léger tassement depuis 2010, on peut constater une augmentation de la trésorerie de 15% sur la période 2008 à 2012.

Pourcentage de sociétés par strates de trésorerie



La répartition par strate montre une très grande dispersion, la moyenne étant tirée vers le haut par un quart des entreprises qui bénéficient d'une très forte trésorerie. Le niveau médian se situe à 270 K€ en 2012 pour 311 K€ en 2008 accusant une régression de 13,2%.

12% des entreprises ont une trésorerie négative en 2012, ce qui est moins qu'en 2008 (près de 15%).

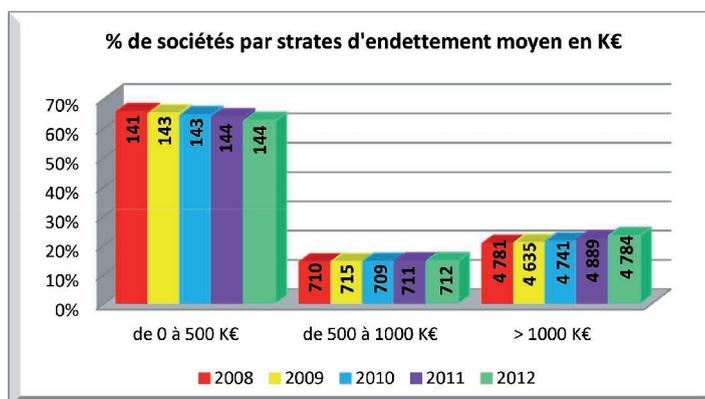
Cette relative bonne situation des trésoreries est certainement la manifestation d'une très grande prudence de la part des chefs d'entreprise visant à se doter d'un volant de sécurité pour faire face à d'éventuelles difficultés.

Les entreprises ont sans doute utilisé les outils à leur disposition : augmentation du capital, mobilisation de créances (effets escomptés, affacturage), modération des dividendes...

Endettement (dettes de caractère financier)

Dettes de caractère financier	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	1 169	1 156	1 203	1 268	1 298	+11,04%
Variation moyenne N / N-1	-	-1,11%	+4,07%	+5,40%	+2,37%	-

Pourcentage de sociétés par strates d'endettement en K€



Ratio endettement / EBE	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Nb d'années	2,13	2,60	2,47	2,44	2,69	+26,29%
Variation moyenne N / N-1	-	+22,07%	-5,00%	-1,21%	+10,25%	-

Le ratio Dettes/Excédent brut d'exploitation indique le nombre d'années d'excédent brut d'exploitation nécessaires pour couvrir l'endettement. Ce ratio se dégrade d'une demi-année depuis 5 ans traduisant une fragilisation de structure financière.

Capitaux propres

Capitaux propres	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne en K€	2 162	2 288	2 406	2 534	2 614	+20,91%
Variation moyenne N / N-1	-	+5,83%	+5,16%	+5,32%	+3,16%	-

Strate de capitaux propres	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
< 0 K€	3,59%	4,05%	3,87%	3,94%	4,45%	+0,86 pt
de 0 à 500 K€	23,96%	22,49%	21,03%	19,71%	19,58%	-4,38 pts
de 500 à 1 000 K€	22,79%	22,41%	21,80%	21,43%	20,69%	-2,10 pts
de 1 000 à 5 000 K€	41,10%	42,13%	43,74%	44,48%	44,38%	+3,28 pts
> 5 000 K€	8,56%	8,92%	9,56%	10,44%	10,90%	+2,34 pts

De même que pour la trésorerie, le niveau des capitaux propres s'est amélioré constamment depuis 2008 en raison probablement d'une intégration des résultats dans les réserves et éventuellement à des augmentations de capital.

Ce constat général recouvre là aussi des situations très diverses ; en 2012, 4,5% des entreprises ont des capitaux propres négatifs (pour 3,6% en 2008) ; à l'opposé, 10,9% des entreprises ont des capitaux propres supérieur à 5 M€.

Taux d'endettement (dettes de caractère financier/total des capitaux propres)

Taux d'endettement en %	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008/2012
Moyenne	54,07%	50,52%	50,01%	50,03%	49,67%	-4,4 pts
Variation moyenne N / N-1	-	-3,55 pts	-0,51 pt	-0,02 pt	-0,36 pt	-

Le taux d'endettement est en recul permanent, ce qui est la conséquence logique de l'effort des dirigeants pour reconstituer les fonds propres de leur entreprise.

MÉTHODOLOGIE

Définition des PME

Au sens français, il s'agit des entreprises dont l'effectif est compris entre 10 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 millions d'euros ou le bilan annuel 43 millions d'euros.

Source des données

L'étude s'appuie sur plusieurs sources de données :

- des publications et rapports récents sur les PME,
- l'analyse de données financières à partir de l'élaboration d'une base complète (source : Diane 2008 à 2012, bureau Van Dijk).

Le panel de 14 927 sociétés se constitue de PME non cotées et de PME non filiales de sociétés cotées dont l'effectif est compris entre 10 et 250 salariés et dont le chiffre d'affaires est compris entre 2 et 50 millions d'euros sur les années 2008 à 2012.

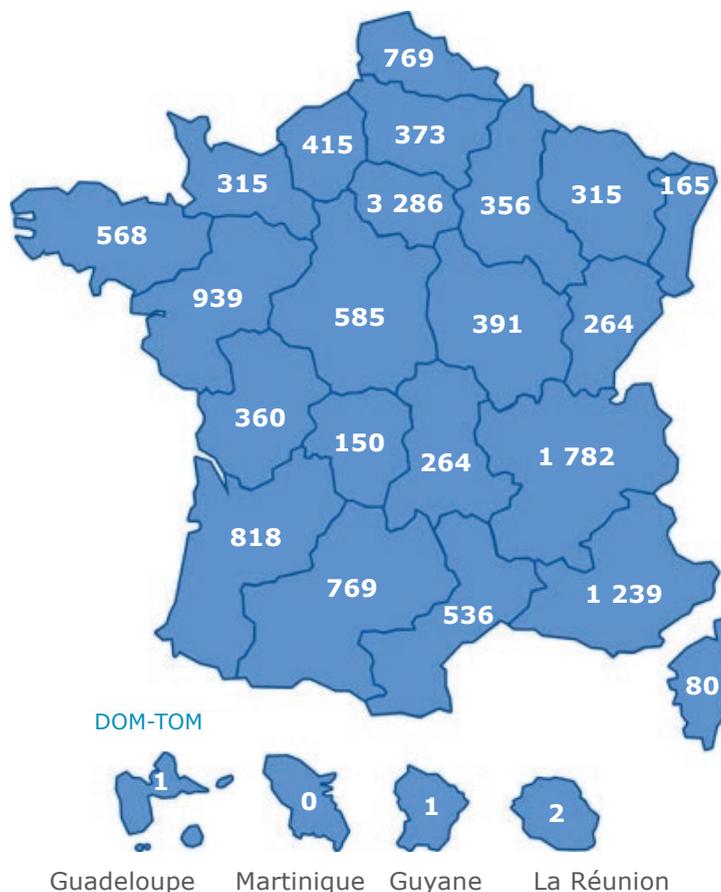
Ont été exclues de l'analyse :

- les sociétés dont le code NAF correspond aux services financiers et d'assurance,
- les sociétés dont les formes juridiques correspondent aux associations, EARL, GIE et sociétés civiles.

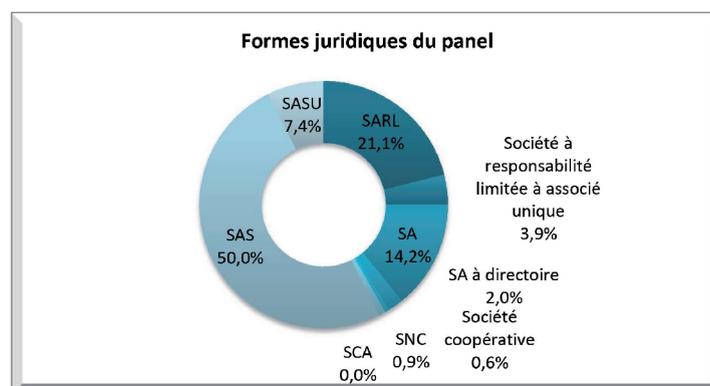
Après le retraitement de ces différentes données, le panel de l'étude se compose de 14 743 sociétés. Plusieurs ratios financiers ont été déterminés afin de pouvoir observer les tendances économiques et financières de ces différentes sociétés.

Structure de l'échantillon

Les PME de notre panel se répartissent régionalement de la façon suivante :



Les formes juridiques des sociétés de notre panel :



La répartition par secteur d'activités des sociétés de notre panel est la suivante :

Secteurs d'activités	Nbre de sociétés
BTP - Construction et travaux de construction	2 187
BTP	2 187
Commerce - Commerce de détail	1 365
Commerce - Commerce de gros	2 330
Commerce - Commerce et réparation automobile	962
COMMERCE	4 657
Industrie - Agriculture, Sylviculture, Pêche	115
Industrie - Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	8
Industrie - Industrie Manufacturière	3 199
Industrie - Industries extractives, Agricoles, Alimentaires	62
Industrie - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	136
INDUSTRIE	3 520
Services - Autres services	40
Services - Services administratifs et d'assistance	591
Services - Services artistiques et du spectacle et services récréatifs	115
Services - Services de l'éducation	52
Services - Services de santé et d'action sociale	411
Services - Services de transport et d'entreposage	981
Services - Services d'hébergement et de restauration	408
Services - Services d'information et de communication	496
Services - Services immobiliers	126
Services - Services professionnels, scientifiques et techniques	1 159
SERVICES	4 379
Total général	14 743

PRÉSENTATION D'ATH

ATH, créée en 1968, est une association technique qui regroupe 24 cabinets d'audit et de conseil.

ATH est certifiée ISO 9001 depuis 2008.

ATH

- conçoit et diffuse les outils méthodologiques nécessaires aux activités d'audit, d'expertise et de conseil des cabinets membres dans le cadre des normes professionnelles,
- assure un programme de formation complet au profit des collaborateurs, des experts comptables / commissaires aux comptes et des associés,
- réalise un contrôle de qualité annuel des cabinets qui porte à la fois sur les procédures internes des cabinets et sur l'examen des dossiers,
- dispose d'un centre de documentation professionnelle, source de veille économique et professionnelle,
- apporte aux cabinets membres une logistique technique d'excellence.

ATH

a créé en 2009 l'Observatoire de l'information financière.

Y sont traités les thèmes suivants :

- Rémunérations des dirigeants des sociétés cotées,
- Trésorerie des sociétés cotées,
- Partage de la valeur ajoutée et des bénéfices de PME non cotées,
- Santé financière des PME non cotées.

L'ensemble des travaux de l'Observatoire sont accessibles sur le site : www.observatoireath.com

CHIFFRES CLÉS DES CABINETS ATH

- 24 cabinets,
- 2 665 collaborateurs,
- 254 millions d'euros de chiffre d'affaires global,
- 350 experts comptables, commissaires aux comptes présents dans les instances françaises et internationales,
- 150 mandats EIP.

Cette étude a été réalisée en collaboration avec Messieurs **François Aupic** (RSM Paris), **Philippe Blin** (SEFAC) et **Philippe Mendès** (ACA), experts-comptables - commissaires aux comptes.

Les travaux ont été coordonnés par **Marie-Laure Parthenay** et **Isabelle Lucas** (ATH).

Cabinets membres d'ATH :

- | | | |
|--------------------|--------------------|------------------------|
| • ACA | • Exponens | • Orfis Baker Tilly |
| • A&D | • Finexsi | • RSM Paris |
| • BBA | • Groupe Cofimé | • Sadec Akelys |
| • BM & Associés | • Groupe Tuillet | • Sefac SMA |
| • Cera | • Groupe Y | • Sefico |
| • Créatis | • Ifec | • SFC |
| • Dauge & Associés | • Kling & Associés | • Sofideec Baker Tilly |
| • Eurex | • Novances | • Sofira |

ATH - 55 rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél : 01 42 96 18 97 - **Fax** : 01 47 03 43 69
Site : www.ath.asso.fr

Président : Pierre Godet
Secrétaire Général : Stéphane Raynaud
Vice-Président : Jean-Michel Trial